



République Française
Département du Pas de Calais
- :: -

Arrondissement de Béthune

COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIERE
- :: -
PERMIS DE CONSTRUIRE n° 062.178.26.00001
- :: -
ARRETE MUNICIPAL N° 2026-108
- :: -

Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2131.2,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 février 2007, mis en révision le 12 septembre 2011 et rendu exécutoire le 18 mai 2015, modifié le 12 février 2016 et mis à jour le 15 janvier 2018,

Vu la situation du terrain en zone UB,

Vu la demande de permis de construire pour un changement de destination d'une surface à remplacer de 60 m² avec modification de l'aspect extérieur de la façade avant, sur un terrain sis 692 rue de la République à BRUAY-LA-BUISSIERE, présenté le 06 janvier 2026, par la SCI MCE, représentée par Monsieur Marc MONCHY, demeurant au 109 rue des anciens jardins ouvriers à DROUVIN LE MARAIS (62131) et enregistrée sous le numéro PC 062.178.26.00001,

Vu le projet objet de la demande situé sur une parcelle reprise au cadastre sous la référence AI 0731 d'une superficie de 190 m²,

Vu l'avis de dépôt de la demande de permis de construire affiché en mairie dès le 06 janvier 2026,

Considérant qu'aux termes de l'article L 421.6 du code de l'urbanisme : « le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions, et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique »,

Considérant l'article L431-1 du code de l'urbanisme qui stipule que conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la demande de permis de construire ne peut être instruite que si la personne qui désire entreprendre des travaux soumis à une autorisation a fait appel à un architecte pour établir le projet architectural faisant objet de la demande de permis de construire,

Considérant que le dossier de demande de permis de construire déposé le 06 janvier 2026 ne comporte pas de projet architectural établi et signé par un architecte, alors que le projet est soumis à cette obligation,

Considérant que le dossier est, en conséquence, incomplet et non conforme aux dispositions des articles R431-1 et suivants du code de l'urbanisme,

ARRETE :

Article 1 : Le permis de construire décrit dans la demande sus visée est **REFUSE**.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site www.telerecours.fr.

Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Cette démarche ne prolonge pas le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Pour le maire, par délégation